

Journal du climat

Février 2023

Un bulletin d'information bimestriel pour les personnes qui souhaitent s'informer sur le changement climatique. Compilé par [Anja Kollmuss](#) et Thomas Schenk. Traduction française avec l'aide de Deepl et Ghjulia Sialelli. N'hésitez pas à faire circuler le Journal du climat. Vous pouvez vous abonner ici <https://bit.ly/Klimazeitung>

Table des matières

Suisse.....	2	Les banques investissent dans l'énergie fossile malgré la promesse de neutralité carbone.....	10
La loi sur le changement climatique sera votée le 18 juin.....	2	Exxon savait tout.....	10
La politique climatique suisse ménage les agriculteurs.....	2	Politique climatique européenne.....	10
Soutien aux taxes d'incitation	2	Réforme du système européen d'échange de quotas d'émission	10
Rösti, nouveau ministre de l'Énergie et de l'Environnement	2	Création d'un système de compensation des émissions de CO ₂	11
Approvisionnement en gaz et en électricité : Nouvelles réserves et vieilles questions	3	Introduction du fonds social pour le climat	11
De nombreuses questions en suspens sur l'offensive solaire.....	3	20 milliards pour la transition énergétique de l'UE	11
Critique du développement de l'hydroélectricité	5	L'argent doit transformer les agriculteurs en protecteurs du climat.....	11
Plus d'élan pour l'énergie éolienne ?	5	Le Royaume-Uni autorise de nouvelles mines de charbon, la Norvège freine la recherche de pétrole .	11
2022 a été l'année la plus chaude depuis le début des mesures.....	6	La Belgique et les Pays-Bas s'en tiennent au nucléaire	12
Le climat chaud modifie l'entomofaune	6	Extinction Rébellion arrête les perturbations publiques.....	12
La Banque nationale doit assumer la responsabilité de la protection du climat	7	Allemagne.....	12
Combien la Suisse doit-elle payer pour la crise climatique dans les pays les plus pauvres ?.....	7	"Nous soulageons l'Allemagne" : l'introduction d'un frein aux prix de l'électricité et du gaz comme mesure d'allègement ?.....	12
Laboratoire climatique de la République : réinventer le journalisme climatique.....	7	Les premiers terminaux de gaz liquéfié d'Allemagne	13
Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat	7	Lützerath : une bonne affaire pour la protection du climat ?.....	13
Politique climatique internationale.....	8	La crise climatique visible	14
Le patron du pétrole sera le président des prochaines négociations sur le climat	8	Les huit dernières années ont été les plus chaudes depuis le début des mesures	14
Un tiers de la planète doit être protégé.....	8	Les glaciers fondent plus vite	14
Les certificats de CO ₂ sont généralement sans valeur	8	Le risque augmente que des points de basculement climatiques soient bientôt atteints.....	15
Inégalité climatique énorme au sein des pays.....	9	Pourquoi il vaut la peine de s'engager pour le climat	15
Les forêts stockent chaque année 2 milliards de tonnes de CO ₂ - loin d'être suffisant.....	9		
Les énergies renouvelables dépasseront le charbon en 2025.....	9		

Suisse

La loi sur le changement climatique sera votée le 18 juin

L'UDC a déposé début janvier 2023 le référendum contre la loi sur la protection du climat avec les signatures nécessaires. Cette loi est le contre-projet indirect à l'initiative sur les glaciers, lancée par l'association Protection du climat suisse. La loi vise à ancrer l'objectif net zéro d'ici 2050. Elle prévoit entre autres 2 milliards de francs pour le remplacement des chauffages fossiles et 1,2 milliard pour la promotion des nouvelles technologies. Selon la [NZZ](#) (paywall), l'association des propriétaires fonciers soutient le référendum, bien que ses membres profiteraient du soutien prévu pour l'assainissement des chauffages. Les initiants ont critiqué le référendum comme étant un retard inutile. La loi doit être votée le 18 juin. Plus d'informations sur [watson.ch](#) et dans le [Blick](#).

La politique climatique suisse ménage les agriculteurs

L'agriculture est à l'origine de 15% des émissions de CO₂ en Suisse, le méthane, nocif pour le climat, étant particulièrement important. Pourtant, aucun objectif de réduction n'a été inscrit dans la loi pour l'agriculture. Les conseillers aux Etats du PS et des Verts voulaient changer cela, mais leur demande de réduire les émissions de 20% d'ici 2030 et de 30% d'ici 2040 a été rejetée en décembre 2022 par la majorité du Conseil des Etats. La commission compétente du Conseil national ne veut pas non plus ancrer d'objectifs climatiques. Plus d'informations dans le [Schweizer Bauer](#) et la [NZZ](#) (paywall).

En revanche, les agriculteurs devraient à l'avenir être soutenus financièrement s'ils sont touchés par le changement climatique. Le Conseil des Etats a décidé que la Confédération devrait à l'avenir cofinancer les primes d'assurance contre les pertes de récolte. Concrètement, la Confédération devrait prendre en charge jusqu'à 30% des primes. Kilian Baumann, agriculteur et conseiller national des Verts, émet des critiques sur cette réglementation dans la [NZZ am Sonntag](#) (paywall). Il demande que les agriculteurs adaptent leur production aux nouvelles conditions climatiques.

Afin de préserver la sécurité alimentaire de la Suisse face au changement climatique et à l'extinction des espèces, [40 scientifiques demandent une](#)

[taxe CO₂ sur les denrées alimentaires](#), des droits de douane sur les produits animaux ainsi qu'une interdiction des promotions sur la viande. En outre, le rapport du Sustainable Development Solutions Network Switzerland énumère d'autres mesures visant à rendre l'agriculture plus écologique : des programmes de formation et de perfectionnement au financement de l'innovation technologique, en passant par des programmes de soutien à la reconversion des exploitations agricoles. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Soutien aux taxes d'incitation

Les taxes d'incitation sont largement acceptées par la population suisse, comme le montre un sondage réalisé par l'institut de recherche gfs-zürich sur mandat de l'association économique [swisscleantech](#). 47% des personnes interrogées sont d'avis que les taxes d'incitation devraient être prioritaires en matière de politique climatique. Le soutien aux subventions n'est que de 38%. Pourtant, dans sa nouvelle proposition de révision de la loi sur le CO₂, le Conseil fédéral renonce à augmenter la taxe sur le CO₂.

Rösti, nouveau ministre de l'Énergie et de l'Environnement

Albert Rösti, le conseiller fédéral élu en décembre pour succéder à Simonetta Somaruga, a repris le Département de l'environnement, des transports et de la communication au début de l'année 2023. Jusqu'à son élection, Rösti s'est engagé comme lobbyiste pour la branche pétrolière et automobile (président de l'association des négociants en combustibles Swissoil et de l'association des importateurs Auto Suisse ainsi que conseiller de l'association des véhicules utilitaires Astag). Les associations de protection de l'environnement mettent en garde, dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall), contre un retour en arrière dans la politique énergétique et environnementale. En tant que conseiller fédéral, Rösti pourrait par exemple exercer une influence sur la mise en œuvre de la législation adoptée par le Parlement. Sur [heidi.news](#) (paywall), des climatologues suisses se montrent également critiques ; ils craignent que les intérêts du secteur pétrolier ne soient davantage pris en compte. Selon la [NZZ](#) (paywall), la Fondation suisse de l'énergie a lancé un appel aux dons afin de pouvoir à l'avenir surveiller Rösti de très près.

Lors de son intervention au Congrès de l'électricité mi-janvier, Rösti s'est exprimé pour la première fois depuis son élection sur les objectifs clima-

tiques et l'approvisionnement énergétique. Pour atteindre l'objectif zéro net d'ici 2050, il faut plus d'électricité. Celle-ci devrait provenir de l'interaction entre l'énergie solaire et l'énergie hydraulique, complétée par la chaleur issue du sol et de la biomasse. Il a également demandé des centrales d'accumulation supplémentaires afin de pouvoir transférer l'électricité de l'été vers l'hiver. Pour les centrales solaires et hydroélectriques d'intérêt national, la sécurité d'approvisionnement doit primer sur la protection du paysage. Il s'est également exprimé sur l'énergie nucléaire. Les installations restantes ne devraient pas être arrêtées "inutilement tôt" en raison d'investissements de mise à niveau coûteux. L'Office fédéral de l'énergie examine actuellement la possibilité d'obtenir des subventions de l'État. Plus d'informations [ici](#) et [ici](#) (paywall) dans le [Tages-Anzeiger](#) ainsi que dans la [NZZ](#) (paywall).

Approvisionnement en gaz et en électricité : Nouvelles réserves et vieilles questions

Dans l'UE, des terminaux de gaz liquéfié sont actuellement construits sous haute pression afin d'assurer l'approvisionnement en gaz après l'arrêt des livraisons de la Russie. Il existe désormais des projets similaires en Suisse. Dès cette année, le Gasverbund Mittelland veut construire un petit terminal de gaz liquéfié en conteneurs sur le territoire de la commune bâloise de MuttENZ. Il s'agirait de la première installation de ce type dans le pays. Elle pourrait couvrir les besoins de la Suisse pendant six jours en hiver. Le gaz liquéfié serait acheminé en Suisse dans des conteneurs par train, camion et bateau. Plus d'informations dans la [Sonntagszeitung](#) (paywall).

Grâce aux températures exceptionnellement douces et aux précipitations parfois abondantes, les trois quarts des lacs de retenue suisses étaient encore remplis à la mi-janvier, écrit le [Tages-Anzeiger](#). Et les réservoirs de gaz disposent eux aussi de réserves suffisantes. La situation sur le marché de l'électricité est donc détendue. Pourtant, la Confédération maintient son plan de mise en service de centrales de réserve. La construction des turbines à gaz de Birr se poursuit et la centrale devrait pouvoir fonctionner de mars 2023 à l'hiver 2025/26. Plusieurs riverains ont déposé des recours contre cette décision, mais ceux-ci n'ont pas d'effet suspensif et ne peuvent pas empêcher la mise en service. Plus d'informations

dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall) et dans la [NZZ am Sonntag](#) (paywall).

En décembre, la Confédération a conclu de nouveaux contrats pour l'exploitation de centrales de réserve. D'une part avec le Groupe E pour une [centrale thermique à Cornaux](#) (NE), qui peut être exploitée avec du gaz naturel et du mazout ; avec une puissance de 36 mégawatts, elle est nettement plus petite que celle de Birr (250 MW). D'autre part, avec Axpo, CKW et FMB pour une [centrale de réserve virtuelle composée de groupes électrogènes de secours](#). Ceux-ci doivent être mis à disposition par leurs propriétaires sur une base volontaire et contre une indemnisation. Toute personne disposant d'un groupe électrogène de secours d'une puissance minimale de 750 kW peut s'inscrire.

Les différentes mesures visant à créer des réserves d'électricité pour l'hiver coûteront environ 2 milliards de francs à la Confédération de 2023 à 2026. L'[ordonnance sur les réserves hivernales](#), qui régit cette question, entrera en vigueur à la mi-février 2023.

La clé pour garantir l'approvisionnement en électricité de la Suisse est un accord sur l'électricité avec l'UE. C'est la conclusion du [rapport "System Adequacy" de l'Office fédéral de l'énergie](#). Sans coopération avec l'Europe, la Suisse court le risque "d'être confrontée à des pénuries d'approvisionnement à partir de 2030 dans certaines constellations météorologiques". Toutefois, un tel accord avec l'UE n'est pas en vue, la Suisse ayant interrompu les négociations avec l'UE. L'étude met également en évidence l'importance de l'énergie hydraulique qui, grâce à sa flexibilité, peut injecter de l'énergie de manière optimale dans le système. Plus d'informations sur la [Fondation pour l'énergie](#) et dans la [NZZ](#) (paywall).

De nombreuses questions en suspens sur l'offensive solaire

On ne sait toujours pas à quelle vitesse de grandes installations photovoltaïques seront réalisées dans l'espace alpin grâce à l'"offensive solaire" adoptée par le Parlement lors de la session d'automne 2022. Le secteur de l'électricité critique la mise en œuvre prévue de la loi fédérale urgente sur le développement de l'énergie solaire, comme l'écrit la [NZZ](#) (paywall). Les discussions portent notamment sur la manière dont la capacité de production de 2 térawattheures (environ 3% de la production d'électricité suisse) fixée dans la loi sera

attribuée. La question de savoir si les installations qui seront encore en construction lorsque cette limite sera atteinte pourront continuer à bénéficier de subventions reste également ouverte.

Il s'avère en outre que la population juge de manière critique les installations d'énergie renouvelable dans les paysages alpins intacts. C'est ce que montre un sondage représentatif réalisé par le WSL (Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage) en octobre 2022. Sur une échelle de -1 (rejet total) à 1 (approbation totale), il en résulte une valeur de -0,89 pour de telles installations. Ce rejet est encore plus fort qu'en 2018 (-0,83), lorsque le même sondage avait été réalisé. Les chercheurs en concluent que ni la guerre en Ukraine ni le débat sur la sécurité de l'approvisionnement n'ont changé quoi que ce soit à la préférence pour les paysages alpins intacts. Plus d'informations dans le Tages-Anzeiger.

La Société suisse pour l'énergie solaire (SSES) porte également un regard critique sur le développement accéléré des installations photovoltaïques dans les Alpes. L'extension ne doit pas se faire au détriment de l'environnement ou du paysage. Dans l'optique de la sécurité d'approvisionnement, il serait "plus judicieux d'accélérer le développement des installations en plaine". Mais là aussi, le rythme devrait être plus soutenu. La revue d'architecture Hochparterre explique pourquoi le développement est freiné. Les architectes ont un rôle clé à jouer : ils ont encore du mal à accepter les installations photovoltaïques sur les toits et les façades.

Aujourd'hui déjà, il existe des goulets d'étranglement dans la distribution d'électricité. Pour que la capacité de transport soit suffisante cet hiver, le Conseil fédéral avait décidé à l'automne 2022 que la tension des lignes électriques entre Bickigen (BE) et Chippis (VS) ainsi qu'entre Bassecourt (JU) et Mühleberg (BE) pourrait être augmentée de 220'000 à 380'000 volts si nécessaire. Des critiques s'élèvent désormais dans les communes concernées, écrit la NZZ am Sonntag (paywall). L'opposition aux projets visant à augmenter la capacité de transport à 380 kV sur l'ensemble du territoire est encore plus grande. Sur douze projets, sept sont actuellement bloqués en raison d'oppositions et de recours. Les politiciens de l'énergie exigent désormais que les procédures d'extension du réseau soient accélérées et que les possibilités d'opposition soient limitées.

Le groupe énergétique FMB veut construire dix installations solaires alpines d'ici 2025 afin de produire davantage d'électricité en hiver. L'examen des sites appropriés est actuellement en cours. Ensemble, ces installations pourraient alimenter environ 100 000 foyers, écrit le Berner Zeitung (paywall). Un projet a déjà été présenté en janvier : Belpmoos Solar. Un parc solaire devrait voir le jour sur l'aéroport de Berne-Belp et fournir de l'électricité à 15'000 ménages. La surface prévue de 25 hectares (35 terrains de football) fait partie de la zone clôturée de l'aéroport et est utilisée comme piste en herbe et comme terrain agricole. Comme le rapporte l'hebdomadaire, la prairie concernée est toutefois un biotope d'importance régionale. Et selon l'organisation de protection de l'environnement Pro Natura, la prairie remplit les critères pour être inscrite à l'inventaire fédéral des prairies et pâturages secs d'importance nationale. Selon l'état actuel des discussions sur l'acte modificateur de la loi sur l'énergie, aucune installation énergétique n'est autorisée dans une telle zone protégée. Plus d'informations sur srf.ch et le Tages-Anzeiger.

Dans le canton de Berne, la construction d'installations photovoltaïques flottantes doit également être étudiée. Le parlement cantonal a obligé le Conseil d'Etat à réaliser une étude de faisabilité. Plus d'informations dans le Bund.

Après le Conseil des Etats, une majorité de la Commission de l'environnement et de l'énergie du Conseil national demande l'obligation d'utiliser l'énergie solaire pour les nouveaux bâtiments et en cas de transformations importantes. D'ici 2032, cette obligation s'appliquerait également aux bâtiments existants d'une surface supérieure à 300 m², les bâtiments d'habitation étant exclus. A partir de 2035, les propriétaires seraient en outre tenus d'installer des panneaux solaires sur les aires de stationnement d'une surface supérieure à 21 voitures, rapporte la NZZ (paywall).

La commission du Conseil national veut également faciliter la construction d'installations solaires sur des surfaces libres dans la zone agricole, écrit le Tages-Anzeiger (paywall). Les installations dites agri-PV doivent être autorisées même si elles ne portent que "peu" atteinte aux intérêts agricoles. Le Conseil fédéral exige que les installations aient un effet positif sur les récoltes, par exemple en améliorant la protection contre les intempéries.

En ce qui concerne la construction d'installations solaires le long des autoroutes, que le Parlement a

accélérée l'automne dernier, le premier tour des procédures de candidature est terminé. 350 parois anti-bruit et 100 aires de repos doivent être utilisées, ce qui permettra de couvrir les besoins annuels en électricité d'environ 12'000 ménages. Plus de 300 demandes de 35 entreprises et personnes intéressées ont été reçues, écrit le [Tages-Anzeiger](#).

En Suisse, l'intérêt d'une installation solaire pour les propriétaires de maison dépend en premier lieu de la rémunération de l'électricité solaire par la compagnie d'électricité. Les différences entre les communes sont considérables, comme le montre une [étude de l'EPF de Zurich et de l'Université de Berne](#). Plus de 2000 villes et communes suisses ont été examinées. Résultat : seule la moitié des propriétaires de maisons individuelles ont intérêt à installer des panneaux solaires. Les auteurs demandent que les rétributions soient harmonisées au niveau national afin d'encourager le développement de l'énergie solaire. Plus d'informations dans le [Baublatt](#) et la [NZZ](#) (paywall).

Critique du développement de l'hydroélectricité

L'accord trouvé lors de la table ronde sur l'hydroélectricité entre les branches de l'énergie et certaines associations environnementales continue d'alimenter les discussions. Fin 2021, 15 projets avaient été présentés, pour lesquels les atteintes à la biodiversité et au paysage seraient les plus faibles par énergie stockable. Comme l'écrit le [Beobachter](#), la Confédération étudie 17 grandes installations supplémentaires pour développer l'énergie hydraulique. L'Office fédéral de l'énergie (OFEN) s'est opposé pendant des mois à la publication des documents correspondants. Il en ressort que de nouveaux lacs de retenue, des rehaussements de barrages et diverses nouvelles centrales au fil de l'eau sont évalués, en Valais et dans les Grisons, ainsi que dans les cantons de Berne et de Fribourg. Ces projets devraient entrer en ligne de compte si une partie des 15 projets favorisés ne peut pas être réalisée. Sur [infosperber.ch](#), Bernhard Wehrli, professeur de chimie aquatique, critique la procédure. Il a analysé les documents de l'OFEN qui viennent d'être publiés. Sa conclusion : des "erreurs fondamentales" ont été commises lors de la table ronde et des décisions ont été prises sur la base d'une analyse imprécise et superficielle.

Le projet Trift, qui figure sur la liste des installations favorisées, reste dans la ligne de mire. La

géographe et botaniste Mary Leibundgut montre dans un rapport que l'avancée du glacier de 500 terrains de football dans la vallée de Gadmer est une zone alluviale précieuse sur le plan écologique et paysager. Dans le [Tages-Anzeiger](#) (paywall), elle demande que la Confédération l'inscrive dans l'inventaire national des zones alluviales et la protège en conséquence. Le nouveau chef de FMB tient en revanche au projet et veut accélérer la construction du barrage, a-t-il déclaré au [Bernener Zeitung](#).

Les lacs de barrage existants préoccupent également les spécialistes. La raison en est l'ensablement : Les ruisseaux qui apportent l'eau amènent également du sable et du gravier qui se déposent. Selon une étude parue dans "Sustainability", les lacs d'accumulation européens ont déjà perdu près d'un cinquième de leur volume. En Suisse, les pertes s'élèvent même à un quart. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#).

Plus d'élan pour l'énergie éolienne ?

La [Commission de l'environnement du Conseil national](#) veut accélérer le développement de l'énergie éolienne, à l'instar de l'offensive solaire adoptée par le Parlement à l'automne 2022. Pour les installations éoliennes d'intérêt national et dont la planification est déjà avancée, ce sont les cantons qui devraient à l'avenir délivrer les autorisations de construire, et non plus les communes d'implantation comme c'est le cas aujourd'hui. Et les décisions ne pourraient plus être portées devant le Tribunal fédéral que si une "question juridique d'importance fondamentale" se pose. Cette procédure accélérée s'applique jusqu'à ce qu'un térawattheure (TWh) d'énergie éolienne supplémentaire soit raccordé au réseau (les installations éoliennes produisent actuellement 0,15 TWh en Suisse). L'intervention devrait être adoptée par les deux Chambres dès la session de printemps. L'association économique [swisscleantech](#) salue cette décision. Alain Griffel, professeur de droit public et administratif à l'université de Zurich, estime cependant qu'elle est anticonstitutionnelle, car elle restreint l'autonomie des cantons. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et la [NZZ](#) (paywall).

Le PVL milite pour un développement rapide de l'énergie éolienne, comme le montre une [prise de position sur l'énergie éolienne](#) publiée en janvier. Afin d'améliorer l'acceptation des installations, le parti propose de faire participer les citoyens à la construction des éoliennes. Indépendamment de

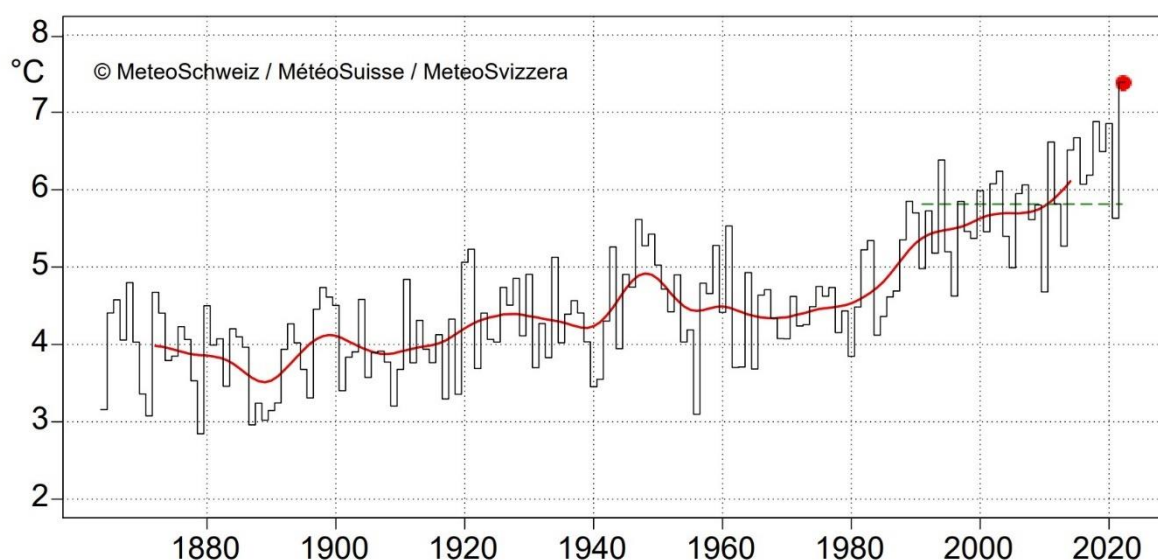
tels modèles : Dans le canton de Zurich, une majorité est favorable au développement de l'énergie éolienne. Dans un sondage représentatif réalisé par la [NZZ](#) (paywall) et l'institut de recherche GfS Berne, deux tiers des personnes interrogées approuvent les projets du gouvernement cantonal visant à développer considérablement l'énergie éolienne. Tant la population urbaine que la population rurale sont favorables à cette technique. Un sondage du [Tages-Anzeiger](#) (paywall) donne le même résultat.

Le groupe électrique Axpo, qui a jusqu'à présent surtout participé à des installations à l'étranger, veut désormais construire des éoliennes en Suisse. Selon la [NZZ am Sonntag](#) (paywall), sa filiale CKW travaille sur six projets en Suisse centrale. En Argovie, 20 turbines sont prévues. Les conditions de vent sont actuellement analysées sur les sites.

La [NZZ](#) (paywall) analyse pourquoi la Suisse est à la traîne par rapport aux pays voisins en matière

2022 a été l'année la plus chaude depuis le début des mesures

La Suisse a connu l'année la plus chaude depuis le début des mesures en 1864. La température annuelle à l'échelle du pays s'est élevée à 7,4 °C, a déterminé [MétéoSuisse](#). Par rapport à la moyenne des années 1991 à 2020, il a fait 1,6 °C de plus, et même 3 °C de plus par rapport aux températures enregistrées entre 1960 et 1980. Les sept années les plus chaudes depuis le début des mesures ont toutes été enregistrées après 2010. L'année dernière a également été plus ensoleillée que la moyenne : trois des quatre sites de mesure avec des séries de données de plus de 120 ans - Genève, Bâle et Zurich - ont enregistré l'année la plus ensoleillée depuis le début des mesures. Au printemps et en été, les précipitations ont par ailleurs été insuffisantes dans toute la Suisse, tandis que le Sud des Alpes a connu un temps trop sec durant les quatre saisons.



d'énergie éolienne, malgré un grand potentiel sur la crête du Jura, les grands cols alpins et certaines vallées alpines. La raison principale serait les oppositions qui retardent les projets de plusieurs années. Ainsi, pour l'installation éolienne de Sainte-Croix dans le Jura vaudois, il a fallu 23 ans entre la première étude de faisabilité et l'autorisation de la demande de permis de construire par le Tribunal fédéral en novembre 2022. La longueur des procédures rend les projets peu attractifs pour les investisseurs. De plus, de nombreuses installations seront déjà obsolètes et donc moins performantes avant leur éventuelle réalisation.

Température annuelle moyenne pour toute la Suisse depuis le début des mesures en 1864. La ligne verte discontinuée indique la norme 1991-2020, la ligne rouge la moyenne mobile sur 20 ans. © MétéoSuisse

Le climat chaud modifie l'entomofaune

En Suisse, les insectes réagissent différemment au changement climatique. Au cours des 40 dernières années, les espèces spécialisées et frileuses des Préalpes et des Alpes ont perdu du terrain. En revanche, les espèces thermophiles de plaine ont pu conserver ou étendre leur aire de répartition, comme le montre l'[étude publiée dans "Nature Communications"](#). Les chercheurs mettent en garde contre le fait que les espèces rares deviennent encore plus rares et que les espèces déjà

répandues continuent à augmenter. Ils ont évalué 1,5 million d'observations de papillons diurnes, d'orthoptères et de libellules effectuées par des amateurs et des spécialistes depuis 1980 dans toute la Suisse. Si le changement climatique s'accompagne d'une intensification de l'exploitation des terres - par exemple en cas de sécheresse croissante et d'exploitation plus poussée des prairies -, cela pourrait avoir des répercussions particulièrement négatives sur les insectes. Pour en savoir plus, consultez le site [d'Agroscope](#).

La Banque nationale doit assumer la responsabilité de la protection du climat

L'appel de l'[Alliance pour le climat](#) à acheter des actions de la Banque nationale suisse a porté ses fruits. Comme le rapporte le [magazine en ligne Watson](#), 170 membres de l'Alliance ont acheté des actions pour une valeur totale de 800 000 francs. Ils ont ainsi le droit de déposer des propositions à l'assemblée générale de la BNS. Ils font usage de ce droit : lors de l'AG de fin avril, l'Alliance climatique demande que la BNS établisse un plan de transition. Celui-ci doit permettre de mettre le portefeuille de devises en conformité avec les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat et de la Convention sur la diversité biologique. Une augmentation des fonds propres est également demandée afin de couvrir les risques liés aux investissements dans les entreprises pétrolières, gazières et charbonnières.

Combien la Suisse doit-elle payer pour la crise climatique dans les pays les plus pauvres ?

A partir de 2020, les pays industrialisés devraient mettre 100 milliards de dollars par an à la disposition des pays en développement et émergents pour la lutte contre la crise climatique. C'est ce qu'avait décidé la communauté mondiale en 2010, sachant qu'il doit s'agir de nouveaux fonds supplémentaires. Le Conseil fédéral souhaite que la Suisse contribue à hauteur de 450 à 600 millions de dollars à l'objectif de financement global. Pour les [ONG regroupées](#) au sein d'[Alliance Sud](#), ce montant est nettement insuffisant. En tenant compte des émissions de la Suisse à l'étranger, la contribution équitable de la Suisse serait de 1 milliard de dollars. Les ONG critiquent également le fait que la Confédération prenne en compte des fonds provenant du budget existant de la coopération internationale pour le financement climatique. De plus, la Suisse ne met pas à disposition

une grande partie des moyens via le fonds climatique prévu, mais via la Banque mondiale et d'autres banques de développement.

Laboratoire climatique de la République : réinventer le journalisme climatique

Le magazine en ligne Republik veut découvrir, en collaboration avec ses lecteurs, comment le journalisme peut mieux remplir son rôle dans la crise climatique. Le [laboratoire climatique](#) a été lancé en janvier. D'ici l'été, il s'agit de développer, en échangeant avec des personnes aussi diverses que possible, un format qui touche plus de monde que jusqu'à présent, qui regarde vers l'avant malgré des perspectives sombres et qui soit utile. Dans une interview accordée à [persoenlich.com](#), l'initiateur Elia Blülle explique les objectifs et le contexte du laboratoire.

Décisions de la Confédération et des cantons en matière de climat

Avec sa "[Stratégie chaleur 2050](#)" publiée en janvier, l'Office fédéral de l'énergie montre comment l'approvisionnement en chaleur de la Suisse peut devenir neutre en CO₂ d'ici 2050. Aujourd'hui, le domaine de la chaleur représente environ la moitié de la consommation d'énergie en Suisse et génère plus d'un tiers des émissions de CO₂. Pour atteindre l'objectif climatique, il faut non seulement passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables, mais aussi réduire la consommation. D'ici 2050, celle-ci doit être inférieure de 30% à celle de 2020.

Le Conseil d'Etat du canton du Valais veut que le canton n'émette plus de gaz à effet de serre à partir de 2040. Pour financer les mesures nécessaires, la [loi cantonale sur le climat](#) prévoit des investissements annuels de 70 millions de francs, ainsi que la création d'un fonds climatique. La proposition du Conseil d'Etat va maintenant être soumise au Parlement cantonal. Plus d'informations sur [srf.ch](#).

Le Grand Conseil zurichois veut obliger la ZKB à protéger davantage le climat. La banque cantonale devra à l'avenir orienter ses actions vers la neutralité en matière de gaz à effet de serre et soutenir les rénovations énergétiques des bâtiments. La décision définitive à ce sujet sera prise par le Grand Conseil fin février. Plus d'informations dans l'[Aargauer Zeitung](#).

Politique climatique internationale

Le patron du pétrole sera le président des prochaines négociations sur le climat

La prochaine conférence internationale sur le climat (COP 28) se tiendra à Dubaï en novembre 2023 et sera présidée par les Émirats arabes unis. Le rôle de la présidence est important, car de nombreuses négociations bilatérales sont menées en amont des négociations. La présidence marque de son empreinte le choix et la pondération des thèmes. Or, les Émirats ont nommé Sultan Al-Jaber, une personne controversée, à la présidence. Al-Jaber dirige l'entreprise publique Abu Dhabi National Oil Company, la douzième plus grande entreprise pétrolière du monde. Depuis plus d'une décennie, il est un personnage clé de la politique nationale en matière de climat et d'énergie. Al Jaber s'engage certes en faveur des énergies renouvelables, mais il déclarait encore fin 2021 : "Les énergies renouvelables sont le segment du mix énergétique qui connaît la croissance la plus rapide, mais le pétrole et le gaz restent les principales sources d'énergie et le resteront dans les décennies à venir. L'avenir est propre, mais il n'est pas encore là. Nous devons progresser avec pragmatisme." Lors de la dernière COP en Égypte, le lobby de l'industrie des énergies fossiles avait déjà eu une grande influence sur les négociations. Plus d'informations sur [Climate News](#).

Un tiers de la planète doit être protégé

Lors de la 15e conférence des Nations unies sur la protection des espèces, de grandes décisions ont été prises en décembre : D'ici 2030, près de 30% de la planète doit être placée sous protection. A titre de comparaison : en Suisse, seuls 6 à 14% de la surface sont actuellement protégés, selon le mode de comptage.

Le Congo et quelques autres pays africains s'étaient opposés à l'accord en demandant un nouveau fonds et un soutien financier accru pour la protection des espèces. Malgré cette opposition, le président chinois de la conférence a déclaré que le nouvel accord (sans nouveau fonds) était accepté.

L'accord engage les gouvernements à préserver près d'un tiers de la planète pour la nature d'ici 2030 et à créer de nouvelles zones protégées tout en respectant les territoires indigènes et tradi-

tionnels. Des études ont montré que les peuples autochtones sont les meilleurs gardiens de la biodiversité. Ils représentent 5% de la population mondiale, mais protègent 80% de la biodiversité de la planète. L'accord souligne l'importance d'une gestion efficace de la conservation. Il permet de garantir que les zones humides, les forêts tropicales, les prairies et les récifs coralliens ne sont pas seulement protégés sur le papier, mais aussi dans les faits.

Chaque année, les pays dépensent au moins 1,8 billion de dollars en subventions publiques qui accélèrent l'extinction des espèces et la crise climatique. Dans le nouvel accord, les gouvernements se sont mis d'accord sur le fait que de telles subventions doivent être réduites. Bien que la formulation ait été édulcorée dans le texte final, les gouvernements doivent désormais également s'assurer que les grandes entreprises et les entreprises internationales rendent compte de "leurs risques, dépendances et impacts sur la biodiversité".

D'ailleurs, les États-Unis sont, avec le Vatican, la seule nation à ne pas être membre de l'accord sur la protection des espèces. Bill Clinton avait certes signé l'accord en 1993, mais le Sénat ne l'a jamais ratifié. Plus d'informations sur l'accord dans le [Guardian](#) [ici](#) et [ici](#), et dans le [Climate Reporter](#). L'accord se trouve [ici](#).

Les certificats de CO₂ sont généralement sans valeur

Toute une série d'articles parus dans différents journaux mettent en lumière le marché du CO₂ et montrent que les réductions des projets forestiers sont souvent multipliées afin de pouvoir vendre un maximum de certificats. Les critiques ne portent pas seulement sur des entreprises comme la société suisse *South Pole*, qui vendent de tels certificats, mais aussi sur l'organisation *Verra*, qui définit les règles des projets climatiques pour le marché des volontaires. Les trois quarts des certificats qui arrivent sur le marché des volontaires sont délivrés par *Verra*. L'organisation supervise les types de projets les plus divers, des installations solaires aux mesures d'efficacité énergétique. 40% des certificats proviennent de projets visant à protéger les forêts existantes.

Une équipe de recherche mondiale a examiné 29 des 87 projets de protection des forêts actuellement certifiés par *Verra*. L'évaluation suggère que plus de 90% de tous les certificats en résultant

sont sans valeur. 89 millions de certificats ont été vendus à des entreprises telles que Shell, Gucci, Disney et Boeing, qui ont ainsi pu améliorer leur bilan climatique sans que les émissions soient réellement évitées. Etant donné que seul un tiers des projets certifiés par Verra a été examiné, l'ampleur réelle des certificats sans valeur pour le climat devrait être encore bien plus élevée. Plus d'informations dans le [Guardian ici](#) et [ici](#) et dans le [Zeit](#) (paywall).

Il y a beaucoup d'argent à gagner avec de tels certificats. Shell aurait dépensé 450 millions de dollars pour de tels certificats. Le [Financial Times](#) (paywall) montre comment le vendeur *South Pole* continue à dissimuler les problèmes de qualité et estime la valeur de *South Pole* à un milliard de dollars.

Une équipe de recherche internationale de la [Carbon Credit Quality Initiative](#) montre que ce ne sont pas seulement les certificats des projets forestiers qui posent problème, mais que de nombreux types de projets génèrent des certificats qui n'ont pas permis de réaliser les réductions d'émissions qu'ils affichent. Plus d'informations sur quoi?

Une [recherche du Zeit](#) montre en outre combien il est facile pour une entreprise de se faire certifier climatiquement neutre par l'organisation suisse *myclimate*. Ce n'est certes pas bon marché, mais les certificats ne représentent que la plus petite partie des coûts d'une telle certification. La plus grande partie est perçue par *myclimate* pour les services de conseil.

Inégalité climatique énorme au sein des pays

La différence entre les émissions de CO₂ des riches et des pauvres au sein des pays est désormais plus importante que les différences d'émissions entre les pays, comme le montre une [nouvelle étude](#).

La majeure partie de la politique climatique mondiale s'est concentrée sur la différence entre les pays industrialisés et les pays en développement et sur leur responsabilité actuelle et historique dans les émissions de gaz à effet de serre. Or, de plus en plus de travaux indiquent qu'une "élite polluante" l'emporte largement sur les émissions des pauvres.

Les auteurs proposent de prélever des impôts sur les excédents de bénéfices afin de financer la protection du climat. En outre, une imposition pro-

gressive devrait être introduite dans les pays qui imposent souvent trop faiblement les citoyens et les entreprises riches, y compris dans les pays en développement.

Le rapport souligne également qu'il y aurait suffisamment de marge de manœuvre pour que les plus pauvres du monde augmentent leurs émissions de gaz à effet de serre afin de surmonter leur pauvreté si les riches du monde entier réduisaient leurs émissions. Plus d'informations dans le [Guardian](#) et dans le [Climate Inequality Report 2023](#).

Les forêts stockent chaque année 2 milliards de tonnes de CO₂ - loin d'être suffisant

Un [nouveau rapport](#) montre que les forêts du monde entier éliminent environ deux milliards de tonnes de CO₂ de l'atmosphère. Malgré des investissements croissants dans de nouvelles technologies de capture et stockage du carbone telles que la "capture directe de l'air", elles n'en stockent que 0,01%. Mais pour atteindre les objectifs climatiques de Paris, la performance des forêts ne suffira pas, même si les pays respectent leurs objectifs de réduction. Selon l'étude, il faudrait atteindre 3 milliards de tonnes par an d'ici 2030 et près de 5 milliards d'ici 2050. Plus d'informations sur [Nature](#) et [Reuters](#).

Les énergies renouvelables dépasseront le charbon en 2025

La quantité d'électricité produite à partir d'énergies renouvelables va doubler d'ici 2027. Au cours des cinq prochaines années, autant d'électricité supplémentaire sera produite à partir d'énergies renouvelables qu'au cours des deux dernières décennies réunies, indique l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son [nouveau rapport](#). Les prévisions de l'année dernière concernant la croissance des énergies renouvelables ont été revues à la hausse de 30% suite à l'introduction de nouvelles mesures par certains des plus gros émetteurs mondiaux comme l'UE, les Etats-Unis et la Chine.

Selon le rapport, les énergies renouvelables remplaceront le charbon comme première source de production d'électricité d'ici début 2025. Cela serait dû en grande partie à la crise énergétique mondiale liée à la guerre en Ukraine. Les nouvelles capacités d'énergie fossile construites pour remplacer le gaz russe n'auront probablement qu'un impact à court terme, indique le rapport.

Pour en savoir plus, voir [Carbon Brief](#) et le [NY Times](#) (paywall).

L'AIE rapporte également dans une autre analyse que les pompes à chaleur couvriront un cinquième des besoins mondiaux de chauffage d'ici 2030 si les pays mettent en œuvre leurs plans. Les pompes à chaleur deviendront "la technologie centrale de la transition mondiale vers un chauffage sûr et durable". Pour en savoir plus, consultez [Carbon Brief](#).

Les banques investissent dans l'énergie fossile malgré la promesse de neutralité carbone

Les banques et les institutions financières qui ont signé des engagements "net zero" continuent d'investir massivement dans les énergies fossiles. L'initiative *Glasgow Financial Alliance for Net Zero* (GFANZ) a été célébrée en 2021 comme l'une des principales réussites du sommet des Nations unies sur le climat Cop26 à Glasgow. 450 organisations dans 45 pays avec des actifs de plus de 130 milliards de dollars ont rejoint l'initiative GFANZ et se sont fixé un objectif de zéro net. Or, une analyse de Reclaim Finance montre que nombre de ces banques ont depuis investi des centaines de milliards dans les combustibles fossiles. Au moins 56 des plus grandes banques du Net-Zero Banking Alliance Grouping (NZBA) ont soutenu de nombreuses entreprises fossiles avec des prêts et des accords de rachat d'une valeur de 270 milliards de dollars. Plus dans le [Guardian](#).

Exxon savait tout

Dès 1977, un climatologue travaillant pour Exxon a averti le conseil d'administration du groupe pétrolier que la combustion de combustibles fossiles avait un impact sur le climat mondial. Un an plus tard, il indiquait qu'un doublement de la teneur atmosphérique en CO₂ augmenterait la température moyenne mondiale de deux à trois degrés. Exxon a réagi par une grande campagne de désinformation. L'historienne des sciences [Naomi Oreskes](#) a étudié la communication d'Exxon sur le changement climatique entre 1977 et 2014. Elle est parvenue à la [conclusion](#) que 81% des publiereportages payés par Exxon Mobil - des annonces rédigées dans des journaux - semaient le doute sur l'existence du changement climatique et le rôle des combustibles fossiles.

Une nouvelle [étude](#) a évalué systématiquement les prévisions internes du groupe pétrolier entre 1977 et 2003. Elle montre que les prévisions scienti-

fiques étaient extrêmement précises, dans certains cas même plus précises que les études gouvernementales de l'époque. Même le budget [global](#) restant pour le CO₂ afin de maintenir le réchauffement en dessous de deux degrés a été évalué de manière réaliste par les scientifiques d'Exxon-Mobil. Sur ce point précis, les déclarations publiques de l'entreprise contredisaient clairement ses propres données scientifiques.

Les auteurs espèrent que leurs conclusions donneront un poids supplémentaire aux procédures juridiques et politiques en cours et à venir contre Exxon Mobil. Plus d'informations sur [Klimareporter](#), [Inside Climate News](#), [Guardian](#) et le [NY Times](#) (paywall).

Politique climatique européenne

Réforme du système européen d'échange de quotas d'émission

Quelques jours avant Noël, les États membres de l'UE ainsi que le Parlement européen sont parvenus à un compromis sur la réforme du Système européen d'Echange de Quotas d'Emission (SE-QUE).

Les points centraux suivants ont été réformés : Premièrement, l'objectif de réduction dans les secteurs SEQE (secteur de l'électricité et industrie à forte consommation d'énergie) a été relevé de 43% à 62% d'ici 2030. Deuxièmement, les certificats d'émission gratuits seront progressivement supprimés à partir de 2026 jusqu'en 2034. Troisièmement, un nouveau système d'échange de quotas d'émission séparé sera introduit en 2027 pour les émissions des secteurs du bâtiment et du transport routier. Au niveau national, il existe déjà de nombreux mécanismes visant à réduire les émissions dans ces deux secteurs, comme une [taxe sur le CO₂ en Suède](#) ou un [échange de quotas d'émission comme en Allemagne](#). Les associations de protection de l'environnement (par exemple [ici](#) et [ici](#)) constatent certes des progrès, mais critiquent les accords qui ne vont pas assez loin. Elles estiment que les objectifs ne sont pas assez élevés et que la fin de l'allocation gratuite n'est pas assez rapide.

Création d'un système de compensation des émissions de CO₂

L'une des principales critiques à l'encontre de l'efficacité du système SEQE a toujours été que l'industrie a reçu des quotas gratuits. Il s'agit en fait de droits à polluer gratuits pour lesquels les industries ne doivent pas payer. L'argument principal était de protéger l'industrie européenne des désavantages concurrentiels sur les marchés internationaux et d'éviter ainsi les délocalisations vers des pays non européens. Il s'agissait également d'éviter une délocalisation de la production d'émissions. Cependant, cette mesure allait en quelque sorte à l'encontre des efforts de protection du climat.

Pour que les quotas gratuits puissent être supprimés d'ici 2034 sans créer de désavantages concurrentiels, un mécanisme de compensation des émissions de CO₂ (CBAM) doit être introduit progressivement à partir de 2026 pour les secteurs concernés. Les institutions européennes se sont mises d'accord sur un compromis provisoire. Lors de l'importation de certaines marchandises à fortes émissions, comme les engrais ou l'acier, en provenance de pays tiers, une taxe, pour ainsi dire un prix du CO₂, sera imposée. Le montant de la taxe sera défini en fonction du prix actuel du SEQE. Plus la production des marchandises à l'étranger a provoqué d'émissions, plus l'importation est chère. Il s'agit ainsi d'empêcher le transfert d'émissions nocives pour le climat vers des pays tiers et de créer des incitations supplémentaires à la réduction des émissions en dehors de l'UE. Plus d'informations sur Klimareporter, l'UE et la SRF.

Introduction du fonds social pour le climat

Dans le cadre de la création d'un nouveau système européen d'échange de quotas d'émission pour le secteur du bâtiment et des transports, il a été décidé de mettre en place un "fonds social pour le climat" (FSC) afin de soutenir les citoyens vulnérables en cas de hausse des coûts. Le fonds sera mis en place jusqu'en 2026 et devrait s'élever dans un premier temps à 65 milliards d'euros. D'une part, les fonds seront en partie versés directement aux citoyens concernés. D'autre part, les États membres pourront utiliser l'argent du fonds pour financer l'achat de systèmes de chauffage respectueux du climat, comme des pompes à chaleur, ou des mesures de rénovation. Ils devront pour cela cofinancer le projet à hauteur de 25 %.

Plus d'informations sur la décision d'introduire le FSC [ici](#) et dans cette [infographie](#).

20 milliards pour la transition énergétique de l'UE

Les négociateurs des 27 États membres de l'UE se sont provisoirement mis d'accord sur une décision concernant le programme REPowerEU. Ce programme a été présenté en mai 2022 en réaction à la guerre en Ukraine et vise à mettre fin à la dépendance vis-à-vis des importations d'énergie russe. REPowerEU poursuit les objectifs suivants : Réduire la consommation d'énergie, produire de l'énergie propre et diversifier l'approvisionnement énergétique européen. Ces trois objectifs doivent être atteints par la mise en œuvre d'un grand nombre de mesures individuelles, telles que des directives et des règlements.

Les ministres des États membres se sont mis d'accord en décembre pour que 20 milliards d'euros supplémentaires soient mis à disposition pour la mise en œuvre de ces mesures. Ceux-ci proviennent en partie des fonds d'aide du Covid-19 ainsi que des recettes du produit des certificats d'émission de la réserve de du SEQE. Pour en savoir plus, voir la [NZZ](#) et l'[UE](#).

L'argent doit transformer les agriculteurs en protecteurs du climat

Le 30 novembre 2022, [la Commission européenne](#) a présenté une proposition de concept de certification pour l'extraction de CO₂ de l'air afin d'atteindre l'objectif "net zéro" d'ici 2050. Il s'agit d'un cadre de certification pour les initiatives volontaires dans un premier temps. Il en va de même pour l'agriculture et la sylviculture. De nouveaux modèles commerciaux peuvent ainsi être créés pour les agriculteurs qui stockent par exemple du CO₂ dans leurs sols. L'initiative crée un premier cadre réglementaire pour le prélèvement de CO₂. [Les organisations environnementales](#) mettent toutefois en garde contre les abus et le ralentissement de la réduction effective des émissions. Elles craignent que les pollutions ne soient encore plus légitimées. Un groupe d'experts doit se réunir avant la fin du premier trimestre 2023 afin de développer d'autres concepts de prélèvement de CO₂.

Le Royaume-Uni autorise de nouvelles mines de charbon, la Norvège freine la recherche de pétrole

Alors qu'à l'automne 2021, lors de la COP 26 à Glasgow, le gouvernement britannique a plaidé en

faveur d'une sortie globale du charbon, le nouveau gouvernement britannique dirigé par le Premier ministre Rishi Sunak a approuvé, pour la première fois depuis plus de trois décennies, la construction d'une nouvelle centrale à charbon, qui devrait voir le jour dans la région de Cumbria. Seuls 15% du charbon extrait seront utilisés au Royaume-Uni, 85% seront exportés. Le gouvernement britannique est fortement critiqué par les défenseurs du climat. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#) et [ici](#).

Alors que de nouvelles énergies fossiles doivent être exploitées au Royaume-Uni, une tendance inverse se dessine de l'autre côté de la mer du Nord. Le gouvernement norvégien a reporté de trois ans la recherche de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel dans la mer de Barents par la société énergétique Equinor, contrôlée par l'Etat. Les défenseurs de l'environnement se réjouissent que ce que l'on appelle la "[climate bomb](#)" ait été désamorcée dans un premier temps. L'industrie nationale, en revanche, voit la tendance s'inverser et des temps tristes s'annoncent. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

La Belgique et les Pays-Bas s'en tiennent au nucléaire

Dans le cadre de la crise énergétique, le débat sur la sortie du nucléaire a repris de plus belle dans plusieurs pays. Le gouvernement bruxellois prolonge la durée de vie de deux centrales nucléaires jusqu'en 2035, tandis que la [centrale controversée de Tihange 2](#), située près de la frontière allemande, devrait être déconnectée du réseau.

Aux Pays-Bas, il est même prévu de construire deux nouvelles centrales d'ici 2035. Les deux centrales devraient alors représenter 15% de l'électricité néerlandaise. Actuellement, les Pays-Bas n'ont plus qu'une seule centrale nucléaire en service, construite en 1973. Avec ces plans, le gouvernement veut renouveler son parc nucléaire. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Extinction Rébellion arrête les perturbations publiques

Les militants du mouvement [Extinction Rebellion](#) en Grande-Bretagne ne veulent plus, pour le moment, se coller à des œuvres d'art et bloquer des routes pour protester contre le manque de protection du climat. C'est ce que le groupe a annoncé au début de l'année dans son [communiqué "Nous arrêtons"](#).

Au cours des derniers mois, des activistes climatiques de plusieurs pays s'étaient collés à plusieurs reprises à des œuvres d'art, les avaient recouvertes de soupe à la tomate et de purée de pommes de terre, avaient bloqué des bâtiments et s'étaient collés sur des routes. Les défenseurs du projet parlent d'une tactique de choc visant à sensibiliser les gens à la catastrophe climatique.

Extinction Rebellion a expliqué que les actions de perturbation [controversées](#) au sein de la population étaient certes importantes pour éveiller les consciences et dénoncer l'échec systématique de la politique face à la crise climatique. Cependant, "les tactiques doivent être développées en permanence" : C'est pourquoi nous souhaitons désormais faire davantage pression sur les politiciens responsables en mobilisant la grande masse de la société pour des formes de protestation collective. "La conjonction de différentes crises offre une occasion unique de mobiliser et de surmonter les clivages traditionnels", peut-on lire dans la prise de position. Plus d'informations dans la [TAZ](#), la [NZZ \(paywall\)](#) et [le Guardian](#).

Allemagne

"Nous soulageons l'Allemagne" : l'introduction d'un frein aux prix de l'électricité et du gaz comme mesure d'allègement ?

Avant la guerre d'Ukraine, l'Allemagne était l'un des pays d'Europe les plus dépendants des importations d'énergie fossile russe comme le charbon, le pétrole et le gaz naturel. Il s'agissait non seulement de remplacer les énergies fossiles en provenance de Russie, mais aussi de contrer l'explosion des coûts du gaz naturel et de l'électricité. [De nombreuses mesures](#) ont été introduites au cours de l'année écoulée afin de soulager les citoyens et l'industrie de la hausse des prix du gaz et de l'électricité : frein à l'essence, subventions pour les coûts énergétiques, subventions pour les coûts de chauffage, pour n'en citer que quelques-unes. Quelques jours avant Noël, le Bundestag a décidé, après de longs débats, de mettre en place des "freins aux prix" pour l'électricité et le gaz naturel.

Pour les citoyens, les PME et les associations, le prix du gaz est plafonné à 12 centimes d'euro, celui du chauffage urbain à 9,5 centimes d'euro et celui de l'électricité à 40 centimes d'euro par kilowattheure. Cela s'applique à 80% de la consommation. Les 20% restants sont payés au prix du marché. Les consommateurs bénéficient ainsi

d'une certaine stabilité des prix, tout en étant incités à économiser. Il n'est pas nécessaire d'agir soi-même. Les fournisseurs d'énergie doivent l'appliquer automatiquement. Plus d'informations [ici](#). Les règles pour l'industrie et les grandes entreprises diffèrent. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Les critiques reprochent au gouvernement fédéral de continuer à distribuer l'argent selon le principe de l'arrosoir. Il n'est pas tenu compte des groupes de revenus qui bénéficient d'un allègement. Ainsi, les hauts revenus en profitent également, alors que l'effet d'économie sur les bas revenus devrait de toute façon être plutôt faible. De plus, il s'agit d'une subvention qui récompense un comportement nuisible au climat. Car il s'agit encore et toujours principalement d'énergies fossiles. A long terme, seul le développement des énergies renouvelables comme l'éolien et le solaire permettra de se libérer de la dépendance aux énergies fossiles. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Pendant ce temps, au niveau de l'UE, un accord sur l'introduction d'un plafond des prix du gaz a été conclu après des mois de lutte. Plus d'informations [ici](#). Les associations industrielles allemandes ont clairement [critiqué](#) cette décision.

Les premiers terminaux de gaz liquéfié d'Allemagne

Au début de l'été 2022, la [loi sur l'accélération du GNL](#) a été adoptée par le Bundestag allemand. Afin que l'Allemagne puisse compenser au plus vite le manque d'importations de gaz naturel en provenance de Russie, des terminaux GNL doivent être construits en mer du Nord et en mer Baltique. Pour cela, les procédures d'autorisation et d'attribution ont été accélérées. Les normes de protection de l'environnement et de participation ont également été assouplies. Les premiers terminaux sont en service depuis décembre 2022 : à Wilhelmshaven, Lubmin et Brunsbüttel. D'autres terminaux devraient suivre. Des voix critiques reprochent au gouvernement fédéral de ne pas respecter les normes de protection de l'environnement, de créer [des surcapacités](#) ainsi que de s'engager dans de [nouvelles dépendances aux énergies fossiles pour les deux prochaines décennies](#). [Des associations environnementales](#) ont déposé plainte. L'effet nocif sur le climat du gaz liquéfié, par exemple le gaz de schiste provenant des États-Unis, est fortement critiqué. Le GNL peut ainsi être presque aussi nocif que le charbon. Alors que le pétrole et le gaz russes sont sanctionnés, le GNL russe peut continuer à être importé

dans l'UE. Avec une part de 16% des importations entre janvier et novembre de l'année dernière, la Russie occupe la deuxième place après les États-Unis avec une part de 44%. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#).

Lützerath : une bonne affaire pour la protection du climat ?

Mi-janvier, les images de l'[activiste climatique Greta Thunberg](#) emmenée par la police allemande ont fait le tour du monde. Les yeux de la presse mondiale se sont alors tournés vers le petit village de Lützerath, près de l'exploitation à ciel ouvert de Garzweiler en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, et les manifestations massives contre l'extraction de charbon qui s'y déroulaient.

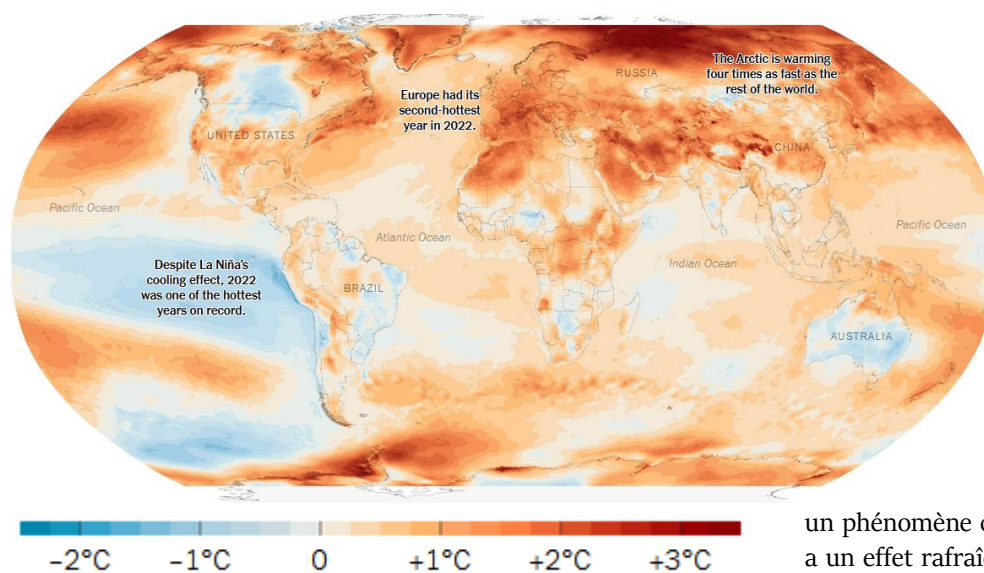
L'Allemagne veut sortir du charbon en 2038. Trop tard, selon les défenseurs du climat et une partie des politiques. C'est pourquoi, en octobre 2022, le gouvernement fédéral et celui du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont négocié un accord avec le groupe énergétique RWE. Résultat : dans le bassin minier rhénan, l'un des trois grands bassins miniers restants en Allemagne, la sortie du charbon sera effective dès 2030. Huit ans avant la sortie du charbon initialement prévue. Le gouvernement fédéral a célébré cette décision comme une ["étape importante pour la protection du climat"](#). Selon le gouvernement fédéral, 280 millions de tonnes d'émissions nocives pour le climat seront économisées, des villages seront épargnés de la démolition et l'approvisionnement en énergie sera assuré. Le village de Lützerath, quant à lui, n'a pas été inclus dans l'accord et sera excavé afin que le charbon puisse être utilisé en dessous du village.

Le mouvement climatique autour de Fridays for Future, l'initiative "Tous les villages restent" ainsi que diverses organisations environnementales ont néanmoins protesté contre cette décision. L'[état des études](#) étaye leurs arguments, à savoir que la démolition et le surcroît de combustion dans le cadre de la crise énergétique entraîneront au total une augmentation des émissions. L'objectif climatique allemand et, en fin de compte, la limite de 1,5°C sont ainsi menacés. Des facteurs économiques, tels que la hausse des prix des importations fossiles ou l'augmentation des prix dans le système SEQE, rendraient de toute façon probable une sortie du charbon vers 2030 sous l'impulsion du marché.

Bien que le village ait déjà été abandonné, 35.000 manifestants sont descendus dans la rue le 14 janvier pour la sauvegarde de Lützerath. La démolition du village avait déjà commencé dans les jours précédant la manifestation et s'était achevée quelques jours plus tard. Plus d'informations sur l'histoire du village [ici](#). Plus d'informations sur l'accord RWE évoqué et les critiques d'une série d'ONG environnementales [ici](#) et [ici](#). Quelques jours plus tard, on apprenait que le groupe énergétique RWE prévoyait de disposer d'une réserve de 50 millions de tonnes de charbon qui pourraient encore être brûlées après 2030. RWE est le plus grand émetteur de CO₂ en Europe.

La crise climatique visible

Les huit dernières années ont été les plus chaudes depuis le début des mesures



L'écart de température en 2022 par rapport à la moyenne des années 1981-2010 (© Copernicus)

Les huit années les plus chaudes depuis le début des relevés ont toutes été enregistrées depuis 2014, comme le montre l'agence climatique européenne Copernicus. 2022 a été la cinquième année la plus chaude, avec une température supérieure de 1,2 °C à la moyenne des années 1850 à 1900. Il a fait particulièrement chaud en Europe, où l'on a enregistré la deuxième année la plus chaude depuis le début des mesures. La chaleur inhabituelle au printemps et en été, associée à de faibles précipitations, a entraîné de la sécheresse, notamment dans le sud et le centre de l'Europe. Des températures inhabituellement élevées ont également été enregistrées dans l'Arctique, l'Antarctique et les régions tropicales.

Les océans se sont également fortement réchauffés en 2022 : les chercheurs ont mesuré les températures les plus élevées de l'histoire. Pour cette étude, le contenu thermique des 2000 premiers mètres par rapport à la surface a été déterminé ; c'est là que se produit la plus grande partie du réchauffement. Au total, 90% du réchauffement global est absorbé par les océans. La stratification de l'eau et le cycle de l'énergie et de l'eau de la Terre ont été profondément modifiés, expliquent les auteurs de l'étude. Cela a déjà entraîné de graves changements dans le système climatique de la Terre. Plus d'informations dans le Guardian et Insight Climate News.

Une étude du service météorologique britannique montre que le changement climatique a rendu 160 fois plus probable la vague de chaleur record qui a touché la Grande-Bretagne durant l'été 2022. Sans le réchauffement climatique, les températures

supérieures à 40 degrés qui ont été mesurées ne se produiraient qu'une fois tous les cinq siècles, écrit le Guardian.

Les records de chaleur de 2022 ont été battus malgré *La Niña*,

un phénomène climatique naturel qui a un effet rafraîchissant. Cette année, les chercheur-euses s'attendent à ce que *El Niño*, qui a l'effet inverse, ait un impact et aggrave les conditions météorologiques extrêmes autour du globe. Il est probable que le réchauffement global dépassera 1,5 degré. Pour en savoir plus, [cliquez ici](#) et [ici](#) dans le Guardian.

Les glaciers fondent plus vite

D'ici 2100, les glaciers d'Europe centrale auront presque entièrement fondu. C'est la conclusion d'une étude publiée dans Science, en supposant que les États respectent leurs objectifs climatiques actuels et que la température moyenne mondiale augmente de 2,7 °C par la suite. Selon l'étude, même si l'on parvient à limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C, 60 % des glaciers d'Europe centrale fondront. Une protection ambitieuse du climat permettrait de conserver les trois quarts de

la masse glaciaire dans les régions polaires d'ici 2100. Pour cette étude, l'équipe de recherche a analysé les données des 215 000 glaciers du monde entier. Plus d'informations dans le [Tages-Anzeiger](#) et sur [Carbon Brief](#).

Au Groenland, les glaciers fondent 100 fois plus vite que ce qui avait été calculé jusqu'à présent. L'étude, publiée dans [Geophysical Research Letters](#), a utilisé un modèle qui tient compte de l'interaction unique entre la glace et l'eau dans les fjords de l'île.

Le risque augmente que des points de basculement climatiques soient bientôt atteints

Dans son [rapport "Climate Tipping Points"](#), l'OCDE met en garde contre le fait que l'atteinte de points de basculement climatiques importants devient possible dès le réchauffement actuel. Dans le cadre des objectifs climatiques de Paris de 1,5 à 2°C de réchauffement, il serait probable d'atteindre des points de basculement. Cela pourrait entraîner des changements irréversibles et graves dans le système climatique. L'effondrement des calottes glaciaires de l'Antarctique occidental et du Groenland ainsi que le dégel brutal du permafrost dans l'Arctique sont au premier plan, ce qui entraînerait une hausse supplémentaire du niveau de la mer et la libération de gaz à effet de serre. Les auteurs du rapport critiquent le fait que les points de basculement sont négligés par la politique climatique actuelle.

Pourquoi il vaut la peine de s'engager pour le climat

Dans la [République](#), Rebecca Solnit explique pourquoi nous n'avons pas le droit de capituler face à la crise climatique. L'auteure, historienne et cofondatrice du projet d'éducation climatique Not Too Late, souligne que les personnes qui luttent contre les inondations et le feu ne peuvent pas se permettre de perdre espoir. Le texte a été publié en octobre 2022 par The New Statesman sous le titre "[Why Climate Despair Is a Luxury](#)".

Merci et meilleures salutations de la part d'Anja et Thomas !

N'hésite pas à faire suivre le journal climatique. Si tu n'es pas encore sur la liste de distribution, tu peux t'y abonner ici :

<https://bit.ly/Klimazeitung>